Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-science-argentine-mobilisee-contre-le-gouvernement-de-Mauricio-Macri>

La science argentine mobilisée contre le gouvernement de Mauricio Macri

- Argentine - Sciences et Technologies -

Date de mise en ligne : dimanche 21 février 2016

Description :

La science argentine mobilisée contre le gouvernement de Mauricio Macri. Recherche publique et, développement économique et culturel menacés

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Pour la première fois depuis 1966, le monde argentin de la science dans son ensemble s'est prononcé contre la politique d'un gouvernement. Cela n'est pas survenu depuis la « Nuit des Longs Bâtons », en 1966, sous la terrible la dictature du Général Juan Carlos Onganía. Sept mille scientifiques et tous les organismes de ce secteur ont critiqué de façon très dure les politiques du gouvernement Macri envers la science.

Deux mois de gouvernement ont suffi à Mauricio Macri pour récolter le rejet de la totalité de la communauté scientifique. Plus de sept mille chercheurs de toutes les disciplines ont signé un document dans lequel ils critiquent durement ses principales mesures. « Un gigantesque transfert de fonds aux secteurs concentrés de l'économie », « un abus de décrets de nécessité et d'urgence, pour détourner le système démocratique » et « la persécutions idéologique menée par des organismes de l'État » font la partie des préoccupations que les scientifiques du Conicet, de l'Invap, de l'Inti, de l'Inta et les enseignants des universités nationales ont signifiées dans le document, qui continue de rassembler des signatures.

« Nous nous inquiétons parce que dans le pays s'est imposée une politique qui marche en sens opposé du développement national et dans laquelle les libertés individuelles se trouvent en danger », a expliqué à Página/12, Eduardo Dvorkin, docteur en ingénierie et responsable de l'Académie Nationale de Sciences Exactes, Physiques et Naturelles. C'est la première fois en 50 ans que la communauté scientifique se manifeste dans son ensemble contre un gouvernement. La dernière fois fut en réponse à l'intervention militaire dans les universités publiques pendant la dictature du Général [Juan Carlos Onganía](#) [1], connue comme « La Nuit des Longs bâtons ».

« Notre travail quotidien est construit sur les bases de la pensée critique », expliquent les scientifiques sur les raisons de la lettre, « raison pour laquelle nous ne pouvons pas regarder de côté, face à des mesures qui visent à mettre à terre des conquêtes sociales et populaires et à installer un discours endormant de consciences ». La conclusion, unanime, est que Macri mène « une restauration conservatrice dans le pays ».

« Il ne s'agit pas d'une revendication concrète, économique ou corporative du secteur », s'est expliqué Dvorkin, « c'est simplement la communauté scientifique qui prend position à propos de ce gouvernement ». Parmi les plus de sept mille signatures, se remarque celles de l'ex-doyen de l'université de Sciences Exactes, Jorge Aliaga, la directrice du Conicet Dora Ravin, l'ex-directeur de Flacso, Daniel Filmus, le biologiste Alberto Kornbliht, prix Konex 2013 ; le mathématicien Adrián Paenza, le physicien Juan Pablo Paz, chercheur au Conicet et à l'UBA ; l'ex-président du Conicet Roberto Salvarezza et l'expert en neuroscience Osvaldo Uchitel.

« D'un modèle qui visait le développement autonome, avec les universités, les centres de recherche et les PME comme base de la croissance, nous passons en deux mois à un modèle basé sur des multinationales, qui plus que développer le pays importent tout, licencient et par-dessus le marché ont reçu un énorme transfert de ressources », a résumé Dvorkin.

Parmi les mesures que le document souligne comme « alarmantes » se trouvent « la voie libre à des répressions brutales » comme celle d'Ezeiza contre les travailleurs de *Cresta Roja* et contre les travailleurs municipaux la ville de La Plata, capitale de la Province de Buenos Aires ; la « dévaluation et les promesses de libérer l'importation », parce qu'elles « génèrent les conditions de dépendance », et les « déqualifications typiques d'un gouvernement élitiste » à cause de qui plus de 25 000 fonctionnaires ont été licenciés. « Nous avons voulu poser comme axe central que nous les scientifiques nous ne vivons pas dans un monde isolé. Qu'il existe un lien entre le modèle de développement et l'activité scientifique. S'il n'y a pas d'intérêt dans le développement de l'industrie et dans la

souveraineté, il n'y a pas de place pour le développement scientifique », a défini Filmus

État vs. Marché

Dora Barrancos, directrice du Conicet, a expliqué la préoccupation quant au non renouvellement des ressources liées à la carrière de chercheur scientifique du Conicet avec l'arrivée du nouveau gouvernement, situation qui a fini par se dénouer « de façon heureuse ». Le risque concernait les 860 nouveaux entrants de cette année, dont l'admission a été retardée jusqu'à cette semaine. Le financement de la recherche, de toutes façons, continue de déclencher les signaux d'alerte. La semaine dernière, plus de 300 scientifiques du Conicet se sont réunis en assemblée et ont choisi d'adhérer à la grève de l'Association des Travailleurs de l'Etat (ATE), en un groupe unifié de chercheurs, enseignants universitaires et mouvement des étudiants. « Les alarmes sont au rouge. Les licenciements et la nouvelle orientation à l'[Arsat](#) génèrent des inquiétudes sur la durabilité du développement scientifique. Pour les gouvernements néolibéraux la science a toujours été un luxe et non une politique de l'État », a souligné Dora Barrancos, qui a écarté que des licenciements aient eu lieu au Conicet.

« Nous avons connu une augmentation de 10% par an des inscriptions, fruit de l'expansion de la capacité à développer de la science à travers des ressources pour la carrière de chercheurs et les bourses. Cela a permis un développement extraordinaire dans plusieurs spécialités, qui a permis d'avancer sur des brevets importants pour le développement. Le ministre Lino Barañao assure que tout cela va continuer, mais si l'on tient compte du contexte général du gouvernement, nous avons de très fortes inquiétudes à nous faire quant au soutien que vont avoir ces politiques », ajoute-t-elle.

« Le néolibéralisme et la science sont en contradiction », affirme Barrancos. « Nous l'avons déjà vécu avec Martínez de Hoz [ministre neoliberal sous la dictature Videla] et pendant la période néolibérale du ménémisme. Il y a une grande inquiétude lorsqu' en face on a un gouvernement à la tête duquel se trouvent des dirigeants venant de multinationales, éduqués dans des universités privées, qui ont comme plan de diminuer l'État », souligne Dvorkin. « Dans n'importe quel pays, pour croître, il faut des investissements à long terme et en prenant des risques. Cela, seul l'État peut le faire. C'est ainsi dans tous les pays du monde. Aux USA, en Chine, au Japon, etc. Cette réalité que nous défendons, aujourd'hui est occultée au profit des multinationales », résume-t-il.

Matías Ferrari pour [Página 12](#)

Original : « [Toda la ciencia contra el neoliberalismo](#) »

[Página 12](#). Buenos Aires, 21 février 2016.

Nous demandons la plus grande diffusion nationale et internationale, merci !

DECLARACIÓN DE CYT

22 de enero de 2016.

Integrantes del sistema científico-tecnológico y universitario argentino.

El presente texto será publicado luego de recibir adhesiones.

Los abajo firmantes, integrantes del sistema científico-tecnológico y universitario argentino, queremos expresar nuestra preocupación por una serie de acciones del gobierno del Presidente Mauricio Macri. Lo hacemos con la premisa de que tanto la práctica como la gestión de la ciencia y la tecnología no son ajenas a las acciones generales de gobierno, al modelo económico-social y al funcionamiento del sistema democrático. Nuestra tarea cotidiana se construye sobre las bases del pensamiento crítico, por lo cual no podemos mirar para el costado frente a medidas que apuntan a generar una restauración conservadora en nuestro país, que eche por tierra conquistas sociales y populares e instale un discurso adormecedor de conciencias.

Comprobamos que, tal como fue anunciado sin tapujos, se han tomado medidas como la devaluación de nuestra moneda que, combinada con la eliminación de retenciones a las exportaciones agrarias e industriales, implica una gigantesca transferencia de fondos a los sectores concentrados de la economía. Sentimos en forma directa el descenso del poder adquisitivo de nuestros salarios y percibimos signos preocupantes que muestran que el camino a su recomposición sobre la base de paritarias libres será arduo. Condenamos que quienes se anunciaban como los defensores de la democracia y el pluralismo den vía libre a la brutal represión policial ejemplificada por los hechos de Ezeiza (22/12/15) y La Plata (8/1/16), conjugadas más recientemente con la encarcelación de dirigentes populares con el claro fin de amedrentar la protesta social. Nos indigna el uso y abuso de Decretos de Necesidad y Urgencia para burlar el sistema democrático anulando de un plumazo leyes de la Nación, como la de Servicios de Comunicación Audiovisual, a espaldas del Poder Legislativo. Nos subleva el intento de designar jueces de la Corte Suprema de Justicia mediante un decreto y la persecución ideológica llevada a cabo en organismos del Estado con el fin de exonerar o no renovar contratos a trabajadores, en un claro revanchismo que disfraza ajuste con purga de supuestos ñoquis y militantes. Repudiamos descalificaciones típicas de un gobierno elitista que llama "grasa" a los sectores populares y gobierna para beneficio de los privilegiados. Nos alarma que se reciba en pie de igualdad respecto de los organismos de derechos humanos, a familiares de represores de la última dictadura militar. Lamentamos el levantamiento de programas televisivos y radiales, tanto de medios públicos como privados, que expresaban una clara voz opositora al actual gobierno. Nos parece intolerable que el decreto que declara la supuesta emergencia en seguridad se legisle en materia penal imponiendo medidas tan cuestionables como la ley de derribo.

En el terreno específico de la ciencia y la tecnología, vemos con suma preocupación los despidos, no sólo de puestos administrativos sino también técnicos, de trabajadores de la empresa nacional ARSAT, emblema de un desarrollo científico-tecnológico independiente y generador de puestos de trabajo calificados. También vemos con preocupación que tanto la devaluación como las promesas de liberar las importaciones generen condiciones para acentuar la dependencia y obstruir los procesos de generación local de tecnología que promueve educación, creación de puestos de trabajos de calidad e inclusión social, con el peligro de que las corporaciones transnacionales decidan qué se produce en el país y qué se importa.

No hay duda de que el nombre de la alianza gobernante es adecuado : Cambiemos. Lo que no es celebrable para nosotros es la dirección del cambio. Se trata de un cambio regresivo que, usando como instrumento mediático la demonización del kirchnerismo, ataca los ideales, acciones y conquistas de transformación social de sentido popular de vastos y más amplios sectores. No podemos ser ingenuos y pensar que las mencionadas arriba son medidas aisladas. Todo indica que forman parte de un plan, de un iceberg del que, en poco más de un mes, hemos visto sólo la punta ; un proyecto que no es el nuestro pero que tampoco es el que previó un gran porcentaje del 51% de la población que votó por el actual gobierno.

Llamamos a nuestros colegas y en general a la comunidad científica, tecnológica y universitaria a reflexionar profundamente sobre estos temas y a mantenernos alerta y unidos para defender los logros de la democracia y no volver atrás.

Les initiateurs du document sont :

- **Jorge Aliaga** (CONICET-UBA)
- **Dora Barrancos** (CONICET)
- **Eduardo Dvorkin** (UBA)
- **Daniel Filmus** (UMET-CONICET-UBA)
- **Alberto Kornblihtt** (CONICET-UBA)
- **Adrián Paenza** (UBA)
- **Juan Pablo Paz** (CONICET-UBA)
- **Roberto Salvarezza** (CONICET-UNLP)
- **Oswaldo Uchitel** (CONICET-UBA)

Nous invitons tous ceux qui le désirent à adhérer , ils peuvent le faire à travers le site :

<http://bit.ly/1ZSm7K9>

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la diáspora](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la diáspora](#). Paris, 21 février 2016.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.

[1] **Général Juan Carlos Onganía** dirigeant de la junte militaire de juin 1966 à juin 1970 en Argentine, période dans laquelle met en place un ordre moral catholique extrêmement rigoureux, interdisant les mini-jupes, les cheveux longs et tout mouvement d'avant-garde culturelle, il fut coorganisateur du Plan Condor et grand admirateur du Père [Georges Grasset](#) fondateur de la [Cité catholique](#)